

Jugement N°157/2019/CJ/SIII/TCC

Du 26 décembre 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/489

Théodore Marc Comlan GBETIE

C/

Noukpo AGOSSOU

OBJET

Païement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débats le 05 décembre 2019 ;

Jugement prononcé à l'audience publique du 26 décembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR

Théodore Marc Comlan GBETIE, administrateur de l'Administration Hospitalière Universitaire et d'Intendance (AHUI) et auteur de l'ouvrage intitulé « Législation et Administration Scolaires en République du Bénin », demeurant et domicilié à Cotonou, quartier Zongo EHUZU, C/319 Maison Jean Houssou GBETIE, téléphone : 96 25 66 02 ;

DEFENDEUR

Noukpo AGOSSOU, Enseignant et Directeur des Editions Populaires EPA/CERADE, Directeur de l'Institut Supérieur des Métiers de l'Audio-visuel

(ISMA), de nationalité béninoise demeurant et domicilié à Porto-Novo, rue 1519, quartier Tokpota, Téléphone : 95 74 47 55/ 96 44 20 04 ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;
Où le demandeur en ses prétentions ;
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 03 juin 2019, Théodore Marc Comlan GBETIE a attiré Noukpo AGOSSOU devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter la résiliation du contrat d'édition le liant à Noukpo AGOSSOU, sa condamnation à lui payer les sommes de F CFA quatre cent soixante-quinze mille (475 000) et F CFA cinq cent mille (500 000) à titre de dommages et intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

A l'appui de ses demandes, Théodore Marc Comlan GBETIE explique qu'il a confié à Noukpo AGOSSOU l'impression de son ouvrage intitulé « Législation et Administration Scolaires en République du Bénin » ;

Qu'au cours de l'exécution de ce contrat, il a constaté des irrégularités du fait de son cocontractant ;

Que malgré cette correspondance et la relance du 02 novembre 2016, Noukpo AGOSSOU ne lui a fait un point financier que deux ans après ;

Qu'il prétend qu'il est débiteur de la somme de 2 820 000 FCFA au lieu de 2 125 000 FCFA soit une différence de 695 000 FCFA avec, sur le plan matériel, cinq cent vingt (520) exemplaires de son ouvrage déclarés « non retrouvés » ;

Que par correspondance du 13 septembre 2016, il a notifié son intention de mettre fin à ce partenariat d'édition et a demandé un rapprochement de compte ;

Qu'après plusieurs échanges de correspondances, Noukpo AGOSSOU, sans contester la somme de 475.000 FCFA réclamée, a adressé une sommation de payer la somme de 3.059.340 FCFA avant la livraison des 520 exemplaires ;

Que ces agissements, lui a causé d'énormes préjudices ;

Qu'ainsi, il a procédé, par correspondance du 13 juillet 2018, à des rectificatifs tout en précisant les différents points ;

Qu'en réponse à cette correspondance, AGOSSOU Noukpo lui a déclaré, dans sa correspondance du 11 août 2018, qu'il pourrait lui livrer cinq cent vingt (520) exemplaires pour remplacer ceux disparus, et qu'il reconnaît avoir

vendu une dizaine d'exemplaires lui revenant en tant qu'éditeur ;

Qu'il a accepté cette proposition par courrier du 30 août 2018 tout en réitérant son intention de résilier le contrat ;

Que n'ayant obtenu de suite, il a dû adresser à AGOSSOU Noukpo une sommation interpellative le 13 novembre 2018 avant de voir celui-ci le rassurer de la livraison des exemplaires d'ouvrage promis, et ce, sans condition dès qu'il serait prêt, soit à la fin du mois de décembre 2018 ;

Que contre toute attente, AGOSSOU Noukpo, par courrier du 02 février 2019, lui déclare que la livraison des cinq cent vingt (520) exemplaires est désormais conditionnée au paiement d'une somme de 3 925 000 FCFA qui représenterait le solde, et qu'il serait prêt à imprimer les exemplaires perdus;

Que suite à sa mise en demeure du 20 mars 2019 d'avoir à lui payer 475.000 FCFA, Noukpo AGOSSOU lui a plutôt adressé, le 06 mai 2019, une sommation de lui payer la somme de 3 059 340 FCFA ;

1. Sur la résiliation du contrat d'édition

Attendu que la mauvaise exécution des clauses d'un contrat par l'une des parties peut amener l'autre à rompre ledit contrat :

Qu'en l'espèce, GBETIE Théodore Marc Comlan a constaté des irrégularités d'exécution du contrat d'édition de son ouvrage intitulé « Législation et Administration » de la part de Noukpo AGOSSOU et lui en a notifié son intention de mettre fin à leur relation contractuelle ;

Que par correspondance du 11 août 2018 et en réponse à la sommation du 13 novembre 2018, il a s'est engagé à livrer cinq cent vingt exemplaires d'ouvrages disparus finalement retrouvés et ne conteste pas le solde réclamé par Théodore Marc Comlan GBETIE ;

Que cependant, il n'a pas honoré son engagement de livraison, ni de paiement ;

Que c'est à bon droit qu'il sollicite la résiliation dudit contrat pour mauvaise exécution par Noukpo AGOSSOU;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

2. Sur le paiement

Attendu que quiconque s'engage doit être contraint à honorer ses engagements en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, le point financier établi le 13 juillet 2018 par GBETIE Théodore Marc Comlan révèle un solde de la somme de F CFA quatre cent soixante-quinze mille (475 000) que Noukpo

AGOSSOU reste lui devoir dans le cadre du contrat d'édition d'ouvrage qui les lie ;

Qu'il a produit toutes les correspondances et pièces échangées entre lui et AGOSSOU Noukpo faisant état dudit point financier ;

Attendu qu'il résulte des éléments du dossier notamment, l'acte du 13 novembre 2018, que AGOSSOU Noukpo ne conteste pas devoir une telle somme ;

Que c'est à tort que prétextant d'une créance de 3 059 340 FCFA, il s'abstient d'honorer ses engagements ;

Qu'il convient de retenir que AGOSSOU Noukpo reste le seul débiteur dans le cadre de cette relation contractuelle et de le condamner à payer cette somme due à savoir F CFA quatre cent soixante-quinze mille (475 000) à GBETIE Théodore Marc Comlan ;

3. Sur les dommages et intérêts

Attendu que la condamnation à des dommages et intérêts est subordonnée à la justification d'un préjudice subi ;

Qu'en l'espèce, GBETIE Théodore Marc Comlan ne justifie aucun préjudice à l'appui de cette demande ;

Qu'il convient de dire que cette demande n'est pas fondée et de la rejeter ;

4- Sur l'exécution provisoire

Attendu que la présente décision est rendue en dernier ressort et sera exécutoire de plein droit ;

Attendu que cependant l'exécution sur minute ne peut être octroyée qu'en cas d'extrême urgence ou d'absolue nécessité ;

Qu'en l'espèce, Théodore Marc Comlan GBETIE ne justifie aucune extrême urgence ou absolue nécessité au soutien de cette demande ;

Qu'elle mérite rejet ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire en matière commerciale et en premier et dernier ressort ;

Prononce la résiliation du contrat verbal d'édition de l'ouvrage de GBETIE Théodore Marc Comlan intitulé « Législation et Administration Scolaires en République du Bénin » le liant à AGOSSOU Noukpo ;

Condamne AGOSSOU Noukpo à payer à GBETIE Théodore Marc Comlan la somme de F CFA quatre cent soixante-quinze mille (475 000) représentant le solde de sa créance ;

Rejette la demande de condamnation aux
dommages et intérêts ;

Rappelle que l'exécution provisoire est de droit ;

Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;

Condamne AGOSSOU Noukpo aux dépens.

Ont signé

Le Greffier

Le Président